



HAL
open science

La décroissance, horizon souhaitable de développement ?

Max Rousseau, Vincent Béal

► **To cite this version:**

Max Rousseau, Vincent Béal. La décroissance, horizon souhaitable de développement ?. 2019. hal-03268340

HAL Id: hal-03268340

<https://hal.science/hal-03268340v1>

Submitted on 11 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TEN DAN CES

RÉPONDRE AUX NOUVEAUX
DÉFIS DES TERRITOIRES

VILLES MOYENNES, VILLES MULTIPLES

Interroger les trajectoires des villes
moyennes, étudier les alternatives,
renouveler l'action collective

scet

GRUPE



C:RONOS

LA DÉCROISSANCE, HORIZON SOUHAITABLE DE DÉVELOPPEMENT ?



Max ROUSSEAU, Vincent BÉAL, coordinateurs du programme de recherche Altergrowth

Dans les villes touchées par la désindustrialisation, faut-il chercher à retrouver une croissance économique et démographique coûte que coûte ? Vincent Béal et Max Rousseau ont coordonné, entre 2014 et 2018, le programme de recherche Altergrowth, sur les politiques alternatives de gestion de la décroissance urbaine. À rebours d'un modèle entrepreneurial, ces politiques s'appuient sur les ressources endogènes du territoire (ressources naturelles, compétences et engagement des habitants) et riment souvent avec transition énergétique et écologique.

COMMENT EST NÉ LE PROGRAMME DE RECHERCHE ALTERGROWTH ?

Vincent Béal : Le projet Altergrowth a débuté en 2014 grâce à un financement de l'ANR. Nous l'avons coordonné avec Nicolas Cauchi-Duval, et l'équipe comprenait des chercheurs en science politique, sociologie, démographie, géographie, urbanisme et aménagement du territoire. L'objectif était de comprendre les processus de décroissance urbaine et également d'analyser comment les acteurs y répondaient, à la fois aux échelles locales ou nationales. Pour cela, nous nous sommes intéressés à la France, l'Allemagne et aux États Unis, en réalisant des études de cas localisées.

QUELLES ONT ÉTÉ VOS RAPPORTS AVEC LES ACTEURS DE TERRAIN ?

VB : L'ambition du projet était avant tout académique, mais nous voulions aussi faire passer des idées dans le monde des praticiens. En France, la Fédération des Offices Publics de l'Habitat, avec qui l'on travaille depuis 2016, a été l'un des premiers acteurs à prendre conscience du décrochage de nombreux territoires et à mettre cette question à l'agenda. Nous avons également organisé avec le Plan Urbanisme Construction Ar-

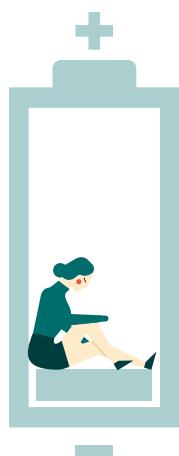
chitecture (PUCA) un séminaire de restitution de nos résultats à destination des praticiens et des élus locaux.

Max Rousseau : Les bailleurs sociaux ont été importants dans le projet car ils sont en prise directe avec leur territoire : un bailleur qui est situé dans un territoire en déclin, contrairement à l'entreprise classique, n'a pas d'option "exit". Si le territoire se paupérise et se vide de ses habitants, son modèle économique s'effondre.

VOTRE RECHERCHE PORTE SUR LES "POLITIQUES ALTERNATIVES" DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES EN DÉCROISSANCE. POUVEZ-VOUS DÉCRIRE LE MODÈLE DOMINANT AUQUEL ELLES S'OPPOSENT ?

VB : On peut dire que ce modèle entrepreneurial a trois grandes caractéristiques : les politiques mises en place sont destinées à des populations extérieures au territoire (les fameuses "classes créatives", les touristes, les étudiants, etc.), que l'on va chercher à attirer. Il s'agit également de politiques urbaines qui visent à renforcer des dynamiques de marché ou, dans les territoires qui nous intéressaient, à les restaurer. Enfin, ces politiques sont des politiques descendantes, qui ne prennent pas appui sur les dynamiques militantes, citoyennes ou associatives pourtant très fortes dans ces villes en déclin. Saint Etienne, depuis le milieu des années 2000, avec sa stratégie de renouveau par le design constitue un bon exemple.

MR : De nombreuses villes en déclin ont mis en place des grands projets, bien souvent inadaptés, avec l'espoir que les dynamiques de croissance enclenchées ruissellent sur l'ensemble du territoire. Ces échecs ont parfois été très forts et ont fait réagir : à Dunkerque, le maire qui a été élu en 2014 a basé sa campagne municipale sur l'opposition à ces grands projets coûteux et aux effets extrêmement aléatoires.



Les politiques alternatives, au contraire, sont forcément des politiques endogènes, qui se basent sur la société civile et ses demandes sociales. Elles visent à renforcer des dynamiques existantes, plutôt qu'à attirer des investisseurs ou des populations extérieures au territoire.

MR : De plus en plus de territoires prennent acte de l'échec des stratégies poursuivies depuis une vingtaine d'années et essaient de profiter de nouvelles opportunités ouvertes, par exemple dans le cadre des débats sur la transition énergétique, pour concevoir de nouveaux leviers de développement prenant appui sur les ressources locales et la population encore présente. Un exemple intéressant, c'est celui de Decazeville, un territoire en déclin qui s'est tourné vers la transition écologique et énergétique par la structuration d'une filière bois, avec une volonté d'entraîner des acteurs du territoire (lycées, centres de formation) autour de cette politique de transition.

POUR L'INSTANT, LE DISCOURS SUR LES POLITIQUES DE DÉCROISSANCE SE FAIT PEU ENTENDRE EN FRANCE. EST-CE QUE VOUS VOYEZ UNE ÉVOLUTION DEPUIS QUE VOUS AVEZ COMMENCÉ VOS RECHERCHES ?

MR : Au lancement du projet de recherche "Altergrowth", on pouvait déjà voir ces politiques alternatives se déployer à l'étranger, notamment en Allemagne et aux États-Unis. On ne savait pas si on allait pouvoir trouver l'équivalent en France. Le "déclin" est un terme très sensible et qui n'est pas très bien accepté par les acteurs locaux, sans parler des acteurs nationaux. Cette notion est

bien plus acceptée aux États-Unis comme en Allemagne, de la part des chercheurs comme des praticiens. En France cela reste un tabou. Or, à partir du moment où l'on ne qualifie pas un problème, il est difficile de le résoudre.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX LEVIERS POUR MENER CES POLITIQUES, OU LES VOIR SURGIR ?

VB : On parle de territoires qui ont en général une faible ingénierie, des finances locales exsangues, et peu d'acteurs en mesure d'investir foncièrement. Sans dispositif de soutien financier, il est donc difficile de mettre en place une politique publique adaptée. Pour Decazeville ou Vitry-le-François, par exemple, l'Ademe a accompagné la transition. Un autre enjeu central est celui de l'intercommunalité car les problèmes de déclin ne peuvent être traités à une échelle communale. Or dans certains territoires, l'incapacité de la ville centre à s'imposer face aux communes périphériques est un frein important à la mise en place de politiques de gestion du déclin. Il y a souvent des conflits très forts entre ces centres-villes en déclin et des communes résidentielles assez dynamiques.

MR : Il faut ajouter qu'à partir des années 80-90, la désindustrialisation affaiblit le paternalisme et le clientélisme. Avec l'effondrement de la base économique, ces leviers traditionnels de régulation diminuent, ce qui laisse la place à des contestations et à l'émergence de nouveaux leaders. Des opportunités sont aussi fournies par l'extérieur. À Vitry-le-François,

“ Le “déclin” est un terme très sensible. Or, à partir du moment où l'on ne qualifie pas un problème, il est difficile de le résoudre.





c'était l'Ademe mais aussi EDF en recherche de territoire laboratoire pour lancer un projet pilote. Le maire [Jean-Pierre Bouquet, membre de l'Association des Petites Villes de France (APVF)], très inséré dans les réseaux nationaux, a tout de suite pu voir l'enjeu de cet appel à projets et positionné sa ville.

LE LIEN AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE SEMBLE ÊTRE UN FACTEUR DÉTERMINANT DANS LA MISE EN PLACE DE CES POLITIQUES...

MR : Toute la question est : est-ce qu'on peut imposer d'en haut les politiques alternatives ? Est-ce que les initiatives émanant des populations ne sont pas instrumentalisées par le pouvoir politique ? On observe en tout cas une évolution assez lente, avec une coexistence sur l'agenda des villes en déclin de stratégies entrepreneuriales classiques et de nouveaux espaces de discussions, entre la municipalité et des associations par exemple. L'émergence des politiques alternatives s'explique également par leur ambiguïté : par exemple, l'agriculture urbaine peut ainsi aussi bien être mise au service de collectifs militants, que constituer un moyen d'embellir un quartier pour tenter d'attirer des classes sociales plus aisées.

FAUT-IL QUE LES MUNICIPALITÉS DÉVELOPPENT UN CADRE AU SEIN DUQUEL LES CITOYENS AURAIENT DE L'ESPACE POUR PROPOSER DES IDÉES ET FAIRE ÉMERGER DES ALTERNATIVES ?

VB : Le premier exemple de ville en déclin à mettre en place une politique alternative de décroissance assumée c'est la ville de Youngstown aux États-Unis [voir étude de cas]. On peut considérer la politique qui y a été menée comme un cadre produit par une municipalité dont l'un des objectifs était de stimuler des usages alternatifs de l'espace de la part des habitants. Il n'y a

pas de politiques semblables déployées en France pour l'instant. Or, il y a dans ces territoires des ressources qui ne sont pas les mêmes que celles qu'on trouve à Lyon, Nantes ou à Montpellier. Il est important d'en prendre conscience et de les utiliser.

QUELLES SONT CES RESSOURCES PROPRES AUX TERRITOIRES EN DÉCLIN ?

VB : Le foncier bien entendu, l'espace qui est disponible, les prix plus abordables, mais aussi le fait que l'agenda politique y est moins verrouillé que dans d'autres territoires où l'accord sur la pertinence des modèles entrepreneuriaux est très fort. Dans les grandes métropoles, on assiste depuis une vingtaine d'années à une stabilisation du leadership municipal autour de quelques élus. Dans les territoires en déclin, l'alternance politique est beaucoup plus forte et génère des remises en cause fréquentes des modèles de politique urbaine.

MR : Il s'agit également de territoires où l'on peut envisager plus facilement de mener des initiatives agro-urbaines centrées sur le tissage de liens entre la ville et sa campagne proche comme un levier de redéveloppement. Je pense par exemple à Mirecourt, dans les Vosges, une ancienne ville textile ayant mis en place un projet agro-alimentaire à l'échelle de ce territoire en déclin.

Pour aller plus loin :
Vincent Béal & Max Rousseau, "Après la croissance. Déclin urbain et modèles alternatifs", *La Vie des idées*, 4 décembre 2018.
ISSN : 2105-3030.
<http://www.laviedesidees.fr/Apres-la-croissance.html>

“ Les politiques alternatives visent à renforcer des dynamiques existantes plutôt qu'à attirer des investisseurs ou des populations extérieures au territoire.

YOUNGSTOWN, OHIO, PIONNIER D'UNE DÉCROISSANCE CONTRÔLÉE

Nina LLADO, Chronos



Une usine abandonnée de l'entreprise Youngstown Sheet and Tube Company, Octobre 2006.

Contexte : Le délitement de l'industrie sidérurgique a plongé la ville de Youngstown dans une phase de déclin économique et démographique. Face à l'échec des stratégies de redéveloppement menées depuis les années 80, la municipalité s'engage dans une démarche de "décroissance intelligente", concrétisée par la mise en place du Youngstown 2010 Plan.

Cibles & objectifs poursuivis : Le plan avait pour but d'améliorer la qualité de vie des résidents, et notamment d'adresser les problèmes sociaux (pauvreté, délinquance) rencontrés par les habitants dans un contexte d'étranglement financier de la municipalité et de difficulté à entretenir des infrastructures par ailleurs sous-exploitées.

Actions mises en œuvre : Démolition de quartiers dépeuplés, pour endiguer la baisse des prix et la délinquance ; transfert des habitants vers les quartiers davantage habités, dits "quartiers stables" afin de stabiliser ces derniers ; mise en place de nouveaux usages du sol (réseau de promenade entre les espaces verts ; jardins partagés).

Contraintes à dépasser : La mise en place du plan d'action s'est heurtée au manque de fonds publics pour la déconstruction et à des difficultés liées à la récession de 2008. D'autre part, en se concentrant sur les "quartiers stables", les plus dynamiques, le plan a participé à la marginalisation de quartiers déjà en difficulté, ainsi que de leurs habitants.

Pour aller plus loin : Vincent Béal & Max Rousseau "Étude de cas n°5 : la décroissance planifiée, une politique urbaine solidaire ?", 2014.

VITRY-LE-FRANÇOIS, DYNAMIQUE LOCALE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Nina LLADO, Chronos



Contexte : Un solde migratoire négatif, la hausse du chômage et l'appauvrissement de la population ont été quelques-unes des conséquences de la désindustrialisation de Vitry-le-François, ville de 13 000 habitants située dans la Marne, en région Grand Est. Alors que des démolitions massives de logements sont programmées, la municipalité décide dans les années 2010 de s'emparer de la transition énergétique comme levier de gestion de sa décroissance.

Objectifs poursuivis : L'un des éléments phares de cette stratégie a été la mise en place d'un système énergétique décentralisé (SED), en partenariat avec EDF, comprenant l'installation d'éoliennes et la reprise d'un réseau de chaleur biomasse existant, ainsi que la transformation de projets locaux d'aménagement en éco-quartiers.

Leviers mobilisés : Ici, les liens noués par la municipalité, et notamment par le maire Jean-Pierre Bouquet, membre de l'Association des Petites Villes de France (APVF), lui ont permis de prendre conscience d'opportunités de développement de projets de transition énergétique : opportunités financières (financement ADEME) et de partenariat (volonté d'EDF de lancer un projet pilote sur un territoire laboratoire).

Contraintes à dépasser : Si les démarches de transition énergétique engagées ont renforcé la collaboration entre les auteurs de l'article¹ soulignent que le rétrécissement de la ville "n'est explicitement assumé ni par l'Etat, ni par les acteurs locaux".

Pour aller plus loin : Yoan Miot & Max Rousseau "Décroître pour survivre ? Démolitions et transition énergétique à Vitry-le-François", Métropolitiques, 2017¹.